

ACCORD-CADRE DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

ETUDES FONCIERES ET URBAINES

PREALABLES A LA REALISATION D'ETABLISSEMENTS PENITENTIAIRES A MAYOTTE (976)

Etablissements Pénitentiaires de petite capacité (centre de semi-liberté, structure d'accompagnement vers la sortie ou équivalent) et de grande capacité (plusieurs centaines de places)

<i>CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)</i>

Sommaire

CHAPITRE I : GENERALITES	4
Article 1 : Objet et forme de l'accord-cadre	4
Article 2 : Définition des parties	5
2.1. Le pouvoir adjudicateur	5
2.2. Le Titulaire.....	5
Article 3 : Pièces constitutives de l'accord-cadre	5
CHAPITRE II : EXECUTION DES PRESTATIONS	6
Article 4 : Exécution de l'accord-cadre	6
4.1. Définition des prestations.....	6
4.2. Modalités d'exécution des études et prestations	7
4.2.1 Commandes exécutées par bons de commandes	7
4.2.2 Commandes exécutées par marchés subséquents	7
Article 5 : Condition d'exécution	8
5.1. Personnes chargées de la conduite des prestations	8
5.2. Connaissance des lieux	8
Article 6 : Documents à fournir par le pouvoir adjudicateur	9
Article 7 : Documents à remettre par le titulaire	9
Article 8 : Délais et prolongation du délai d'exécution.....	9
8.1. Délais d'exécution des bons de commande	9
8.2. Prolongation du délai d'exécution	9
Par dérogation à l'article 13.3.2 du CCAG-PI, le titulaire peut bénéficier des dispositions de l'article 13.3.1 du CCAG-PI par le simple constat par le pouvoir adjudicateur de la survenance d'évènements faisant obstacle à l'exécution de l'accord-cadre dans le délai contractuel. L'importance de la prolongation de délai est débattue entre le titulaire et le pouvoir adjudicateur. La décision est prise par le pouvoir adjudicateur et notifiée au titulaire.....	9
8.3. Livrables et délais d'exécution	9
8.4. Validation des documents et avis remis par le titulaire	11
8.4.1 Délais de vérifications.....	11
8.4.2 Décision	11
Article 9 : Pénalités.....	11
9.1. Pénalités pour retard	11
9.2 autres pénalités	12
Pénalités pour non-respect des dispositions du code du travail	12
Pénalités pour manquement aux obligations de confidentialité	12
Absence de déclaration changement de domiciliation bancaire du titulaire :	12
CHAPITRE III : PRIX ET REGLEMENT	12
Article 10 : Prix 12	
10.1. Contenu et conditions d'établissement des prix.....	12
10.2. Variation des prix	13
Article 11 : Modalités de règlement	13
11.1 Répartition des paiements.....	13
L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement au titulaire du présent accord-cadre à ses cotraitants et à ses sous-traitants éventuels et, au prestataire mandataire et à ses cocontractants en cas de groupement.....	13
11.2 Avance.....	13
11.3 Règlement des comptes	14
11.4 Délais de paiement	14
11.5 Paiement des co-traitants et des sous-traitants.....	15
CHAPITRE IV : PROTECTION DES PARTIES APPORTEES PAR L'ACCORD-CADRE	15
Article 12 : Propriété intellectuelle	15
Article 13 : Assurances	15
13.1. Responsabilité civile.....	15
13.2. Etendue de la responsabilité	16
Article 14 : Résiliation de l'accord-cadre	16
L'accord-cadre pourra être résilié dans les conditions fixées aux articles 36 à 41 du CCAG-PI. 16	
14.1. Arrêt des prestations	16
14.2. Résiliation du fait du pouvoir adjudicateur	16

Le pourcentage à prendre en considération pour le calcul de la somme forfaitaire à verser au titulaire, en application de l'article 40 du CCAG-PI pour la partie résiliée est fixé à 1% du montant des prestations en cours d'exécution (marchés subséquents) .	16
14.3. Résiliation pour faute du titulaire.....	16
14.4. Exécution aux frais et risques	16
CHAPITRE V : DIVERS.....	17
Article 15 : Obligation de Confidentialité / mesures de sécurité.....	17
15.1. Obligation de confidentialité	17
15.2. Mesure de sécurité.....	17
Article 16 : Exclusivité – conflits d'intérêts.....	18
Article 17 : Dispositions relatives au travail dissimulé et aux travailleurs détachés.....	18
17.1. Dispositions relatives au travail dissimulé.....	18
17.2. Dispositions relatives aux travailleurs détachés	19
Article 18 : Litiges	19
Article 19 : Dérogations aux documents généraux	19

CHAPITRE I : GENERALITES

Article 1 : Objet et forme de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre porte sur la réalisation des études foncières et d'urbanisme préliminaires (recueil des données, étude de faisabilité) et la rédaction des dossiers spécifiques (déclaration de projet, de dossier de mise en compatibilité des documents d'urbanisme (à l'exclusion du dossier d'enquête parcellaire) relatifs à la construction **d'établissements Pénitentiaires de grande (plusieurs centaines de places) et de petite capacité (entre 15 et 150 places, type centre de semi-liberté ou structure d'accompagnement vers la sortie) à Mayotte.**

Le présent accord-cadre pourra éventuellement concerner plusieurs sites alternatifs au lancement des missions M01 et M01bis. Ces différents sites pourront être proches les uns des autres, sur la même commune ou sur différentes communes de l'île.

La localisation précise des projets et leurs principales caractéristiques seront décrites dans les documents annexés aux premiers bons de commande qui prescriront l'exécution des missions M0, M0bis, M01 et M01bis.

L'accord-cadre donnera lieu à la conclusion de bons de commandes et de marchés subséquents.

L'accord-cadre pourra concerner, à titre purement indicatif, environ trois sites alternatifs par secteur géographique, au lancement des missions M1 et M1bis.

Autant de missions M1 et M1bis seront commandées que de sites à analyser par secteur géographique.

Ensuite, les missions M3 à M4 ne concerneront qu'un seul site par secteur géographique.

Le terme « secteur géographique » signifie la localisation dans laquelle un besoin en infrastructure pénitentiaire est identifié.

Le terme « site » signifie le terrain (ou la/les parcelle(s)) sur lequel le pouvoir adjudicateur commandera une étude de faisabilité (missions M1 et M1bis au Cahier des Charges Techniques Particulières) afin de choisir in fine le site le plus adapté à accueillir un établissement pénitentiaire.

Tranches :

Sans objet

Allotissement :

Sans objet. Le présent accord-cadre n'est pas alloti car il ne permet pas l'identification de prestations distinctes.

Prestations similaires :

L'acheteur se réserve la possibilité de passer un marché négocié sans publicité ni mise en concurrence avec le titulaire pour l'achat de prestation similaires aux prestations décrites au présent accord-cadre, dans les conditions prévues à l'article R. 2122-7 du Code de la commande publique.

Article 2 : Définition des parties

2.1. Le pouvoir adjudicateur

Le pouvoir adjudicateur est l'Agence publique pour l'immobilier de la Justice (APIJ).

2.2. Le Titulaire

Le titulaire est défini à l'acte d'engagement comme le titulaire du présent accord-cadre.

Le titulaire du présent accord-cadre s'engage, pour l'exécution de ses missions, à affecter le personnel nécessaire à l'exécution des prestations, tant au niveau de la qualification que de la durée d'affectation, et a minima conformément à sa proposition.

Le titulaire désignera un unique interlocuteur pour le maître de l'ouvrage. Cet interlocuteur est qualifié pour représenter le titulaire auprès du pouvoir adjudicateur, pour piloter la mission et pour signer au cours de l'exécution de l'accord-cadre tous les documents prévus au CCTP.

Sauf accord du maître d'ouvrage, le titulaire ne doit remplacer la personne physique qu'à l'occasion d'indisponibilité temporaire de celle-ci qui n'est pas du fait du titulaire. En cas d'indisponibilité définitive qui n'est pas du fait du titulaire, la nouvelle personne physique désignée par le titulaire (y compris son suppléant) doit être acceptée par le maître d'ouvrage.

Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-PI :

- Le titulaire propose au maître d'ouvrage une nouvelle personne physique dans un délai de 7 jours à compter de la date d'envoi de l'avis prévu au 3.4.3 du CCAG-PI,
- L'accord du maître d'ouvrage sur l'identité de la nouvelle personne physique désignée doit être impérativement formalisé par une décision écrite du Pouvoir Adjudicateur,
- Si le maître d'ouvrage refuse le remplaçant, le titulaire dispose de 7 jours à compter de ce refus pour lui proposer une autre personne physique. A défaut ou si le maître d'ouvrage récusé également ce remplaçant, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée dans les conditions de l'article 39 du CCAG-PI.

Le titulaire assure le passage des consignes et la transmission des documents qu'il a rédigés ou reçus à tout nouveau remplaçant désigné pour le remplacer ou lui succéder.

Il s'engage pareillement à faire connaître au représentant de chaque pouvoir adjudicateur toutes modifications intéressant la structure juridique ou économique de l'entreprise visées à l'article 3.4.2 du CCAG-PI.

Article 3 : Pièces constitutives de l'accord-cadre

Les pièces contractuelles constitutives de l'accord-cadre sont par ordre de priorité décroissante :

Pièces particulières :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes,
 - Annexe 1 : Bordereau des prix unitaires (les prix unitaires renseignés dans le BPU sont des prix fermes hormis pour les missions complémentaires où les prix sont des prix plafonds, dans le cadre de l'exécution du présent accord-cadre par bon de commande et marchés subséquents.
 - Annexe 2 : Modèle d'Acte Spécial de sous-traitance
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP),
- Le cahier des clauses techniques particulières du lot (CCTP) et ses annexes, dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'administration fait seul foi,
 - Annexe 1.1 : Cahier des charges d'une MA en agglomération
 - Annexe 1.2 : Cahier des charges d'une MA en zone urbaine dense
 - Annexe 1.3 : Cahier des charges d'une SAS
 - Annexe 2 et 3 : Tableau d'analyse site par site et Tableau de synthèse inter-sites

- Le mémoire justificatif de l'entreprise, éventuellement modifié lors de la mise au point de l'offre le cas échéant et dont les engagements ne sont contractuels que s'ils vont au-delà des exigences du CCAP et du CCTP,
- Les bons de commande et marchés subséquents, y compris leurs annexes, au fur et à mesure de leur établissement,

Pièces générales :

Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG-PI), (Arrêté du 30 mars 2021).

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix, tel que ce mois est défini en première page de l'acte d'engagement,

CHAPITRE II : EXECUTION DES PRESTATIONS

Article 4 : Exécution de l'accord-cadre

4.1. Définition des prestations

L'accord-cadre porte sur la réalisation des études foncières et urbaines préalables à la réalisation d'un établissement pénitentiaire comprenant les missions suivantes :

Mission 0 – Prise de connaissance du dossier MOA ; Grand établissement
Mission 0 bis – Prise de connaissance du dossier MOA ; Petit établissement
Mission 1 – Recueil des données ; Grand établissement
Phase 1 : Recueil des données – Remises intermédiaires
Phase 2 : Dossier final de faisabilité
Mission 1bis – Recueil des données ; Petit établissement
Phase 1 : Recueil des données – Remises intermédiaires
Phase 2 : Dossier final de faisabilité
Mission 2 - Etude sur plan masse (positionnement du site sur la parcelle)
Phase 1 : versions intermédiaires
Phase 2 : version définitive
Mission 3 – Mise en compatibilité (MEC) des documents d'urbanisme
Phase 1 : versions intermédiaires
Phase 2 : version définitive
Mission 3 bis – Etude d'« Entrée de ville »
Mission 4 – Déclaration de projet
Phase 1 : Recueil de données complémentaires
Phase 2 : versions intermédiaires
Phase 3 : version définitive
Phase 4 : finalisation du dossier
Mission 5– Prestations complémentaires :
Mission M5A - Supervision des missions
Mission M5B - Expertise environnementale/développement durable
Mission M5C - Expertise architecturale
Mission M5D- Expertise technique

Chacun des éléments de mission est décrit dans le CCTP.

Les prestations complémentaires pourront faire l'objet de marchés subséquents. Le recours aux marchés subséquents permet de répondre aux besoins en prestations complémentaires qui interviendrait tout au long de l'accord-cadre. Le titulaire remettra une proposition qui sera établie en fonction de l'ampleur des prestations complémentaires demandées et devra respecter les prix plafonds établis dans l'accord-cadre (BPU). Des réunions relatives à l'exécution des missions se tiendront soit dans les locaux de l'APIJ au Kremlin Bicêtre (94), soit au Ministère de la Justice, soit à Mayotte (visites de sites et échanges avec les instances locales). Des déplacements sont à prévoir en conséquence.

4.2. Modalités d'exécution des études et prestations

L'accord-cadre s'exécutera :

- Par émission de bons de commandes pour les missions M0, M0bis, M1, M1bis, M2, M3 et M4 ;
- Par notification de marchés subséquents pour la mission M5, au fur et à mesure de la survenue des besoins.

4.2.1 Commandes exécutées par bons de commandes

Pour les missions commandées via l'émission de bons de commande, ceux-ci sont transmis par voie dématérialisée (courriel avec accusé de réception – PLACE), par le pouvoir adjudicateur au titulaire de l'accord-cadre.

La nature, le délai et le montant du bon de commande sont précisés par le présent accord-cadre.

Les bons de commande préciseront notamment :

- La référence de l'accord-cadre ;
- Le numéro du bon de commande ;
- Le délai d'exécution ;
- Les prestations de l'accord-cadre à réaliser ainsi que les quantités ;
- Le montant.
- La date de démarrage (et en l'absence de date, la date de notification vaudra date de démarrage de la mission)

L'émission des bons de commande s'effectue sans négociation ni remise en concurrence préalable du titulaire du présent accord-cadre.

La mission M3 est, le cas échéant, commandée une seule fois par site, peu importe le nombre de document d'urbanisme à mettre en compatibilité.

Pour chacune des missions, le titulaire prévoit toutes réunions et ou tout entretiens nécessaires au bon déroulement de sa mission.

4.2.2 Commandes exécutées par marchés subséquents

Le pouvoir adjudicateur, lors de la survenance du besoin, adressera au titulaire de l'accord-cadre les informations sur les caractéristiques et l'ampleur des prestations, ainsi que les modalités d'exécution des prestations non fixées dans l'accord-cadre et lui demandera d'établir une proposition technique et financière, établie à partir des éléments de chiffrage de l'offre indicative correspondante.

La proposition du titulaire sera établie par application des prix unitaires plafonds renseignés pour la mission M5 figurant à l'annexe 1 de l'acte d'engagement, et multipliés par le nombre d'unité (demi-journée) qu'il estimera nécessaires à la réalisation de la prestation demandée.

La date limite de réception de cette proposition sera précisée dans la demande.

Les prix sont établis sur les mêmes bases que les prix de l'accord-cadre, à savoir les conditions économiques en vigueur au mois M0.

Après étude et acceptation de la proposition du titulaire par le pouvoir adjudicateur, un projet de marché subséquent, dont le montant aura été forfaitisé sur cette base sera alors adressé au titulaire.

Celui-ci, après l'avoir signé, la retourne au pouvoir adjudicateur de sorte que ce dernier puisse procéder à sa notification.

Lorsqu'ils auront une forme écrite, les marchés subséquents, préciseront notamment :

- La référence de l'accord-cadre ;
- Le numéro du marché subséquent ;
- Les modalités et les délais d'exécution ;
- Les caractéristiques des prestations à réaliser ainsi que les quantités ;
- Le montant.

Cependant, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de recourir à un tiers dans les deux cas suivants :

- En cas d'absence de réponse ou de réponse irrégulière, inacceptable ou inappropriée lors de la consultation des marchés subséquents
- En cas de besoin occasionnel de faible montant (inférieur à 40 000 € HT).

Article 5 : Condition d'exécution

5.1. Personnes chargées de la conduite des prestations

Dès la notification du présent accord-cadre, le titulaire désigne le responsable qualifié pour le représenter auprès du pouvoir adjudicateur, pour piloter la mission et pour signer au cours de l'exécution de l'accord-cadre tous les documents prévus au présent CCAP.

Le nom et les coordonnées de la personne qui sera chargée de l'exécution des prestations sont indiqués dans l'offre du titulaire. Si cette personne, désignée nommément, n'est plus en mesure de remplir sa mission, le titulaire doit en aviser immédiatement le représentant du pouvoir adjudicateur par lettre recommandée avec accusé de réception, et prendre toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise.

Le remplacement de ce responsable qualifié sera soumis aux dispositions de l'article 3.4.3 du CCAG-PI

Dès la notification de l'accord-cadre, le pouvoir adjudicateur s'engage à communiquer au titulaire le nom et les coordonnées de l'agent chargé de l'émission des bons de commandes et des marchés subséquents et du suivi de leur bonne exécution.

C'est auprès de cette ou de ces personnes que le titulaire recevra ou pourra obtenir toutes informations relatives à l'exécution des prestations.

5.2. Connaissance des lieux

Le titulaire est réputé, avant la remise de son offre :

- Avoir apprécié les conditions d'exécution des prestations et s'être parfaitement et totalement rendu compte de leur nature, de leur importance et de leurs particularités ;
- Avoir bien pris en compte les spécificités inhérentes au contexte Mahorais et la nécessité de se rendre sur place ;
- Avoir examiné toutes les indications des documents du dossier de consultation, notamment celles données par les documents graphiques et le cahier des clauses techniques particulières, s'être assuré qu'elles sont suffisantes et concordantes, et avoir obtenu, le cas échéant, tous les renseignements complémentaires auprès du pouvoir adjudicateur.

Article 6 : Documents à fournir par le pouvoir adjudicateur

Le pouvoir adjudicateur mettra à disposition du titulaire les documents en sa possession qui seraient nécessaires à la réalisation de l'étude.

Article 7 : Documents à remettre par le titulaire

A la fin de chacune des phases constituant les études, le titulaire fournira un document dont le contenu et la forme sont précisés dans le CCTP.

En outre les documents seront fournis sous forme de fichiers informatiques (CD-ROM, compatibles PC) correctement organisés et documentés.

A l'issue du solde de toutes les missions pour un établissement pénitentiaire donné, le titulaire fournira 2 clés USB comprenant les versions finales de toutes les missions qui lui auront été commandées, sous format pdf, et modifiable (word, ...).

Article 8 : Délais et prolongation du délai d'exécution

8.1. Délais d'exécution des bons de commande

Les délais d'exécution des prestations sont indiqués à l'article 8.3 du présent CCAP.

Par dérogation à l'article 13.1.2. du CCAG-PI, le bon de commande ou le marché subséquent pourra préciser une date de départ du délai d'exécution autre que la date de notification du bon de commande ou dans le marché subséquent.

8.2. Prolongation du délai d'exécution

Le titulaire est tenu d'informer par tout moyen le pouvoir adjudicateur de toute circonstance qui mettrait en cause le délai d'exécution prévu sur le bon de commande ou marché subséquent correspondant.

Par dérogation à l'article 13.3.2 du CCAG-PI, le titulaire peut bénéficier des dispositions de l'article 13.3.1 du CCAG-PI par le simple constat par le pouvoir adjudicateur de la survenance d'événements faisant obstacle à l'exécution de l'accord-cadre dans le délai contractuel. L'importance de la prolongation de délai est débattue entre le titulaire et le pouvoir adjudicateur. La décision est prise par le pouvoir adjudicateur et notifiée au titulaire.

8.3. Livrables et délais d'exécution

Les délais d'exécution des missions M1 à M5 sont les suivants, en jours calendaires et s'appliquent à compter du fait générateur indiqué ci-dessous sauf mention contraire dans le bon de commande.

Missions	Intitulé	Délais	A compter de
Mission 00 - Prise de connaissance du dossier MOA ; Grand établissement			
Phase unique	Prise de connaissance du dossier MOA	1 semaine	Remise du dossier MOA
Mission 00bis - Prise de connaissance du dossier MOA ; Petit établissement			
Phase unique	Prise de connaissance du dossier MOA	1 semaine	Remise du dossier MOA
MISSION 01 – Recueil de données et définition des conditions de la faisabilité (M1) (<u>Pour chaque site</u>) ; Grand établissement			

Phase 01	Recueil des données complémentaires, remises intermédiaires	Toutes les 2 semaines	Chaque comité de pilotage
Phase 02	Remise du dossier final (pour chaque site)	8 semaines	Notification du bon de commande
MISSION 01bis – Recueil de données et définition des conditions de la faisabilité (M1bis) (Pour chaque site) ; Petit établissement			
Phase 01	Recueil des données complémentaires, remises intermédiaires	Toutes les 2 semaines	Chaque comité de pilotage
Phase 02	Remise du dossier final (pour chaque site)	8 semaines	Notification du bon de commande
Mission 02 - Etude sur plan masse (positionnement du site sur la parcelle)			
Phase 01	Constitution d'une première version	2 semaines	Notification du bon de commande
Phase 02	Constitution de la version définitive	2 semaines	Validation de la version pré-définitive
MISSION 03 – Constitution du dossier de MEC – Mise en Compatibilité des documents d'urbanisme			
Phase 01	Constitution d'une première version	6 semaines	Notification du bon de commande
Phase 02	Constitution de la version définitive	2 semaines	Validation de la version pré-définitive
MISSION 03 BIS - Constitution du dossier d'étude « Entrée de ville »			
Phase unique	Réalisation de l'étude « entrée de ville »	2 semaines	Notification du bon de commande
MISSION 04 – Constitution du dossier de DP – Déclaration de Projet			
Phase 01	Recueil des données complémentaires	1 semaine	Notification du bon de commande
Phase 02	Constitution d'une première version	3 semaines	Notification du bon de commande
Phase 03	Constitution d'une version définitive	2 semaines	Validation de la version pré-définitive
Phase 04	Finalisation du dossier	2 semaines	Retour du service instructeur
MISSION 5 – Prestation complémentaire (M5)			
	Réalisation de prestations non comprises dans les missions M0 à M04	Selon prestations	Selon prestations
Mission M5A	Demi-journée de supervision des missions	Selon prestations	Selon prestations
Mission M5B	Demi-journée de travail d'expertise environnementale/développement durable		
Mission M5C	Demi-journée de travail d'expertise architecturale		
Mission M5D	Demi-journée de travail d'expertise technique		

Pour la mission M5, le contenu exact des prestations commandées sera précisé dans le marché subséquent, de même que les livrables attendus et délais afférents, selon le besoin spécifique identifié.

Nota ; les délais ci-dessus n'intègrent pas les délais de validation du pouvoir adjudicateur qui seront pour partie dépendant de la Tutelle.

8.4. Validation des documents et avis remis par le titulaire

8.4.1 Délais de vérifications

Par dérogation à l'article 28.2 du C.C.A.G.-P.I., la décision d'admission, d'ajournement, de réception avec réfaction ou de rejet des documents ou avis telles que requis au titre des éléments définis au sein de la DPGF doit intervenir avant l'expiration d'un délai de 30 jours à compter de la date de l'accusé de réception par l'APIJ du document ou avis à réceptionner.

L'absence de validation du maître d'ouvrage dans le délai précité ne vaut pas validation tacite. Par dérogation à l'article 28.5 du CCAG PI, le titulaire n'est pas informé des jours et heures fixés pour les vérifications.

8.4.2 Décision

L'achèvement de chaque mission par le titulaire de l'accord-cadre fera l'objet d'une décision d'admission, d'ajournement, de réception avec réfaction ou de rejet des documents, prise dans les conditions de l'article 29 du CCAG-PI, par le représentant du maître de l'ouvrage, et constatant que le titulaire a rempli toutes ses obligations. Cette validation peut être donnée par tout moyen.

Article 9 : Pénalités

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-PI, les pénalités sont appliquées sur simple constat du retard ou de l'absence ou du manquement. Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-PI, les pénalités ne sont pas plafonnées.

CCAG-PI, les pénalités sont appliquées sur simple constat du retard ou de l'absence ou du manquement. Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-PI, les pénalités ne sont pas plafonnées.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-PI, le titulaire n'est exonéré d'aucune pénalité.

Les pénalités pourront, le cas échéant, se cumuler.

Les pénalités seront appliquées sans que le titulaire ne soit invité à faire ses observations par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-PI.

Les pénalités ne sont pas libératoires.

9.1. Pénalités pour retard

Par dérogation à l'article 14.1. du CCAG-PI, en cas de retard dans l'exécution des prestations correspondantes à chacun des bons de commandes ou marché subséquent, il sera fait application d'une pénalité journalière égale à **150 € HT par jour ouvrable**.

Cette pénalité journalière s'applique également en cas de non-respect des délais partiels figurant dans un bon de commande ou marché subséquent.

D'autre part les pénalités suivantes pourront être appliquées et retenues sur les décomptes du titulaire :

1. Retard dans la demande d'acceptation d'un sous-traitant au-delà du délai fixé par la mise en demeure du maître d'ouvrage : **150 € HT par jour ouvrable** à compter de la date de mise en demeure ;
2. Absence ou retard à toute réunion à laquelle le titulaire est dûment convoqué par le pouvoir adjudicateur : **150 € HT par occurrence**.

Le nombre de jours de retard est obtenu par différence entre la date d'achèvement réelle des prestations et la date limite initialement fixée.

En cas de non-respect de plusieurs délais, les pénalités sont cumulables.

Les pénalités seront appliquées sans mise en demeure.

9.2 autres pénalités

Pénalités pour non-respect des dispositions du code du travail

En cas de manquement aux obligations relatives au travail dissimulé rappelées à l'article 18 du présent CCAP, une pénalité forfaitaire de 150 euros par jour calendaire de retard sera appliquée. Parallèlement, le pouvoir adjudicateur mettra en demeure le titulaire de lui transmettre ces pièces. A défaut de transmission de ces pièces dans le délai imparti, l'accord-cadre pourra être résilié aux torts du titulaire.

En cas de manquement aux obligations relatives aux travailleurs détachés rappelées à l'article 18 du présent CCAP, une pénalité de 300 euros par constat sera appliquée.

Une pénalité de 5000 euros sera appliquée dès que le représentant du pouvoir adjudicateur est informé par un agent de contrôle de la situation irrégulière du titulaire au regard des formalités mentionnées aux articles L 8221-3 et L 8221-5 du Code du travail.

Pénalités pour manquement aux obligations de confidentialité

S'agissant des obligations de confidentialité détaillées à l'article 16.1 du présent CCAP, les pénalités suivantes seront appliquées :

- 2 000 euros par occurrence pour non-respect des obligations contractuelles de confidentialité,
- 1 000 euros par jour calendaire de retard pour dissimulation ou non déclaration dans le délai précisé à l'article 16.1 du présent CCAP de tout incident touchant aux obligations de confidentialité.

Les deux pénalités pourront le cas échéant, se cumuler.

Absence de déclaration changement de domiciliation bancaire du titulaire :

L'absence de déclaration de changement de domiciliation bancaire se verra sanctionnée de pénalités dont le montant sera égal aux intérêts moratoires induits par le retard de paiement qui en aura résulté.

CHAPITRE III : PRIX ET REGLEMENT

Article 10 : Prix

10.1. Contenu et conditions d'établissement des prix

Les prix des missions de l'accord-cadre exécutées par bons de commande sont forfaitaires conformément au tableau de décomposition des prix annexée à l'acte d'engagement. Ils sont établis hors T.V.A.

Les prix des missions exécutées par marchés subséquents seront en revanche unitaires plafonds, conformément à l'article 4.2 du CCAP.

Les prix de l'accord-cadre sont réputés tenir compte de toutes les sujétions d'exécution des prestations qui sont normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où s'exécutent ces prestations.

Les prestations de chaque marché subséquent objet de l'accord-cadre seront réglées par application des prix dont la décomposition est indiquée dans l'annexe 2 à l'acte d'engagement.

Les prix unitaires du présent accord-cadre comprennent toutes les dépenses nécessaires pour l'exécution des prestations décrites dans le CCTP.

En complément de l'article 10.1 du C.C.A.G.-PI., les prix de l'accord-cadre tiennent compte notamment :

- Des documents généraux visés à l'article 3 ci-dessus, en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix, tel que ce mois est défini dans l'acte d'engagement ;
- Des charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations ;
- Les marges pour risques et les marges bénéficiaires ;
- Des sujétions liées à l'exécution des prestations à proximité d'un site pénitentiaire et aux contraintes de sécurité y afférentes ;
- Des sujétions techniques et administratives en matière de protection de la santé du personnel et de l'environnement ;
- Des frais résultants des mesures réglementaires intéressant la sécurité intervenant sur le site ;
- Des pertes de rendement résultant des sujétions mentionnées dans les alinéas précédents
- Des déplacements à prévoir pour l'exécution des missions (à Mayotte) notamment, frais de transport, d'hébergement, de restauration ;
- Des frais d'assurances.

10.2. Variation des prix

Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois M_0 défini à l'acte d'engagement. Les prix des prestations sont révisibles annuellement à la date anniversaire de notification de l'accord-cadre.

L'index de référence choisi en raison de sa structure pour la révision du prix des prestations faisant l'objet de l'accord-cadre est **l'index d'ingénierie I, publié sur le site Internet de l'INSEE.**

Le coefficient de révision, C_n s'applique à chacun des prix des prestations de l'accord-cadre.

Le coefficient de révision C_n applicable pour le calcul de la révision est donné par la formule :

$$C_n = 0,15 + 0,85 (I_{n-4} / I_{o-4})$$

dans laquelle I_{n-4} et I_{o-4} sont les valeurs prises respectivement par l'index I quatre mois avant le mois au cours duquel a lieu la révision et quatre mois avant le mois zéro.

Ce coefficient est arrondi au millième supérieur.

Pour la mise en œuvre de cette formule, les calculs sont effectués avec au maximum quatre décimales. Pour ces calculs, l'arrondi sera pris à la décimale inférieure.

Article 11 : Modalités de règlement

11.1 Répartition des paiements

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement au titulaire du présent accord-cadre à ses cotraitants et à ses sous-traitants éventuels et, au prestataire mandataire et à ses cocontractants en cas de groupement.

11.2 Avance

L'option B prévue à l'article 11 du CCAG-PI est retenue.

Si les conditions prévues aux articles R2191-3 à R2191-10 du code de la commande publique sont réunies (si le montant de chaque marché subséquent et ou de chaque bon de commande

APIJ - Etudes foncières et urbaines préalables à la réalisation d'établissements pénitentiaires MAYOTTE – CCAP

d'un montant supérieur à 50 000 € HT et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois) une avance est versée au titulaire du marché sauf en cas de refus par celui-ci, précisé dans l'acte d'engagement. Le paiement de l'avance intervient, sans formalités, dans le délai de 30 jours à compter de la date de notification du marché subséquent ou du bon de commande.

Le montant de l'avance est égal à 5% du montant initial (du bon de commande ou du marché subséquent correspondant).

Le taux de l'avance fixé au paragraphe précédent est porté à 10 % lorsque le titulaire du marché public ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite et moyenne entreprise.

Le montant de l'avance ne sera ni révisé ni actualisé.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants dans les conditions fixées par les articles R2193-17 à R2193-21 du code de la commande publique.

11.3 Règlement des comptes

Mise en place d'un service électronique d'échanges des situations financières

Les pièces de liquidation (situations, décomptes, états d'acomptes) sont calculées, diffusées et échangées à l'aide d'un outil informatique de gestion financière (système d'échanges de données informatiques EDIFLEX).

Le cas échéant, l'utilisation de cet outil informatique de gestion financière sera obligatoire pour l'ensemble des intervenants.

La facture électronique est mise en œuvre selon les conditions du décret du 2 novembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique.

Chaque bon de commande ou marché subséquent traité à prix forfaitaire fait l'objet d'une facture unique et donne lieu à règlement du titulaire dans les conditions ci-dessous. Les prestations figurant à chaque bon de commande donnent lieu à un paiement partiel définitif après l'acceptation des dites prestations.

Modalités de paiement

Le titulaire remet au représentant du pouvoir adjudicateur un projet de décompte ou un mémoire précisant les sommes auxquelles il prétend du fait de l'exécution du bon de commande ou marché subséquent. Ce document comprendra au minimum les informations suivantes :

- Le numéro de l'accord-cadre et celui du bon de commande ou marché subséquent ;
- Le détail de prestations commandées ;
- Le détail des prestations réalisées.

Pour les bons de commande ou marchés subséquents dont le délai d'exécution est supérieur à un mois, le titulaire peut demander des acomptes mensuels au *prorata* des prestations réellement exécutées, dans la limite de 80% du montant total du bon de commande ou marché subséquent. Le solde sera versé après admission des prestations du bon de commande ou marché subséquent par le représentant du pouvoir adjudicateur.

En cas de retard dans les paiements, le titulaire bénéficiera du versement d'intérêts moratoires au taux prévu par la réglementation en vigueur.

Le titulaire devra avertir **sans délai** le pouvoir adjudicateur de tout changement de domiciliation bancaire et produire à cette fin les justificatifs correspondants.

Par dérogation à l'article 11.7 du CCAG-PI, aucun acompte ne sera notifié au titulaire de l'accord-cadre.

11.4 Délais de paiement

Le délai global de paiement maximum imparti aux pouvoirs adjudicateurs pour procéder au règlement des acomptes et du solde est fixé à 30 jours, à compter de leur réception par leurs soins.

Le dépassement du délai prévu ci-dessus fait courir de plein droit et sans autre formalité, au bénéfice du titulaire, des intérêts moratoires selon la réglementation et le taux en vigueur.

11.5 Paiement des co-traitants et des sous-traitants

a) Pour les co-traitants

La signature du projet de décompte par le mandataire vaut, pour chaque co-traitant, acceptation du montant à lui payer.

b) Pour les sous-traitants

Le paiement des sous-traitants est effectué selon les dispositions des articles L.2193-10 à L.2193-14 et R.2193-10 à R.2193-16 du code de la commande publique, et de l'article 12.2 du CCAG-PI.

Les pouvoirs adjudicateurs procèdent au paiement du sous-traitant dans le délai prévu par l'article 12.4 du présent CCAP.

CHAPITRE IV : PROTECTION DES PARTIES APPORTEES PAR L'ACCORD-CADRE

Article 12 : Propriété intellectuelle

Il est fait application des articles 32 à 35 du CCAP-PI.

Article 13 : Assurances

13.1. Responsabilité civile

Le titulaire assume la direction et la responsabilité de l'exécution des prestations. En conséquence, il est seul responsable des dommages que l'exécution peut causer directement ou indirectement :

- à son personnel ou à des tiers,
- à ses biens, aux biens appartenant au pouvoir adjudicateur ou à des tiers.

Le titulaire est tenu de posséder une police destinée à garantir les conséquences pécuniaires de sa responsabilité civile (en cas de préjudices causés à des tiers du fait de l'exécution de sa mission) et professionnelle. Dans les quinze jours qui suivront la notification de l'accord-cadre, le titulaire devra fournir une attestation d'assurance dûment remplie par l'assureur, précisant :

- Que la police s'applique pour les risques générés par les prestations faisant l'objet du présent accord-cadre ;
- Que les montants des garanties sont conformes aux exigences de l'accord-cadre.

Les co-traitants et sous-traitants devront fournir les mêmes garanties que le titulaire à savoir posséder une police destinée à garantir les conséquences pécuniaires de leur responsabilité civile et professionnelle. Ils disposent d'un délai de quinze (15) jours à compter de la notification de l'accord-cadre ou de l'acte spécial pour fournir une attestation d'assurance.

A chaque échéance annuelle, le titulaire fournira une attestation d'assurance, émanant des assureurs, confirmant qu'il est en règle pour le paiement de ses primes.

L'absence de présentation des attestations d'assurance au représentant du pouvoir adjudicateur fait obstacle au mandatement des sommes dues au titulaire de l'accord-cadre. Tout paiement pourra être différé jusqu'à ce que le titulaire fournisse les justifications demandées.

Afin de remplir cette obligation, l'APIJ a souscrit à la plateforme en ligne E Attestations, afin de simplifier et sécuriser la collecte des attestations officielles de ses opérateurs économiques.

Cette plateforme permet aux opérateurs économiques de déposer régulièrement leurs attestations en toute sécurité ; le recours à cette plateforme est gratuit pour les opérateurs économiques.

Un système de relance mail rappelle le besoin de mise à jour des documents en temps voulu, et permet ainsi d'être en parfaite légalité.

Cette obligation s'étend à ses co-traitants et à ses sous-traitants.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition.

13.2. Etendue de la responsabilité

Le titulaire fait son affaire des conditions de garantie de ses sous-traitants. Il demeure garant vis à vis du pouvoir adjudicateur des insuffisances de ses sous-traitants.

Les éventuelles franchises figurant dans ses polices ne sont en aucun cas applicables au pouvoir adjudicateur.

Article 14 : Résiliation de l'accord-cadre

L'accord-cadre pourra être résilié dans les conditions fixées aux articles 36 à 41 du CCAG-PI.

La décision d'arrêter les prestations prévues à l'article 15.1 du CCAP emporte résiliation de bon de commande ou du marché subséquent concerné sans indemnité.

14.1. Arrêt des prestations

En application de l'article 22 du CCAG-PI, l'APIJ se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des prestations qui font l'objet du bon de commande ou du marché subséquent concerné à l'issue de chacune des missions définies, celles-ci étant assimilées à des parties techniques au sens de l'article précité.

La décision d'arrêter l'exécution des prestations entraîne la résiliation du bon de commande ou du marché subséquent concerné sans versement d'une indemnité.

Par dérogation à l'article 22 du CCAG-PI, l'arrêt des prestations des bons de commande ou des marchés subséquents n'entraîne pas la résiliation de l'accord-cadre.

14.2. Résiliation du fait du pouvoir adjudicateur

Le pourcentage à prendre en considération pour le calcul de la somme forfaitaire à verser au titulaire, en application de l'article 40 du CCAG-PI pour la partie résiliée est fixé à 1% du montant des prestations en cours d'exécution (marchés subséquents).

14.3. Résiliation pour faute du titulaire

En cas d'inexactitude des documents et renseignements fournis, conformément aux articles R2143-3 et R2143-6 à R2143-16 du Code de la commande publique, l'accord-cadre sera résilié aux torts du titulaire et sans que celui-ci puisse prétendre à une indemnité, sans mise en demeure conformément aux dispositions des articles L2141-12, L2195-4, L2341-6 et L2395-2 du Code de la commande publique. L'accord-cadre peut également être résilié pour faute du titulaire, après une mise en demeure restée infructueuse, sans que celui-ci puisse prétendre à une indemnité, avec exécution des prestations à ses frais et risques, en cas de non remise à l'acheteur des documents prévus aux articles D8222-5 ou D8222-7 et D8254-2 du Code du travail et/ou si celui-ci n'a pas apporté la preuve de la régularisation de sa situation au regard des formalités mentionnées aux articles L8221-3 et L8221-5 du Code du travail.

14.4. Exécution aux frais et risques

Conformément à l'article 27 du CCAG-PI, le pouvoir adjudicateur pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par l'accord-cadre, aux frais et risques du titulaire.

CHAPITRE V : DIVERS

Article 15 : Obligation de Confidentialité / mesures de sécurité

15.1. Obligation de confidentialité

Le titulaire est tenu, ainsi que l'ensemble de son personnel et, le cas échéant, de ses sous-traitants et de ses fournisseurs, au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations, fichiers, études, documents et décisions dont il a eu ou aura connaissance.

A priori, et sauf indication contraire du pouvoir adjudicateur, tous les documents seront réputés avoir un caractère secret.

Le titulaire s'engage donc à respecter les obligations suivantes :

- s'interdire toute communication écrite ou verbale sur ces sujets et toute remise ou diffusion de documents à des tiers autre que la maîtrise d'œuvre sauf sur autorisation de l'APIJ ;
- ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations qui lui sont confiés, à l'exception de celles strictement nécessaires à l'exécution de l'accord-cadre sauf sur autorisation de l'APIJ ;
- ne pas utiliser les documents et informations communiquées à des fins autres que celles spécifiées au présent accord-cadre sauf sur autorisation de l'APIJ ;
- prendre les mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du contrat, via notamment l'utilisation de dispositifs de verrouillage des ordinateurs et de cryptage des données ;
- prendre toutes mesures de sécurité pour assurer la conservation et l'intégrité des documents et informations traités pendant la durée du présent contrat, via notamment l'emploi d'armoires fortes, de mise sous alarme et de gardiennage des locaux ;
- signaler au représentant du pouvoir adjudicateur, dans les **24 heures** suivant la constatation de l'incident, toute défaillance de ce dispositif (perte ou vol de documents dont le caractère secret lui aura été notifié ou intrusion malveillante dans le système informatique) ;
- procéder, en fin de contrat, à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies sauf sur autorisation de l'APIJ ;
- remettre au représentant du pouvoir adjudicateur une attestation de destruction desdits fichiers.

Le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées.

En cas de non-respect des dispositions précitées, et indépendamment des pénalités et sanctions prévues à l'article 9 du présent CCAP, la responsabilité du titulaire pourra également être engagée sur la base des dispositions de l'article 226-13 du Code pénal.

15.2. Mesure de sécurité

Le titulaire et ses sous-traitants s'engagent à détenir tous les supports physiques d'information relatifs à L'opération dans un ou des lieux sécurisés par leurs soins (papier, serveur informatique, sauvegarde sur bandes).

Les documents informatiques doivent être conservés sur un serveur lui-même sécurisé face aux vols informatiques depuis l'intranet et l'internet. Sur demande explicite du maître d'ouvrage, la communication des documents par courriel, ou sur tout support informatique peut faire l'objet d'un cryptage des données par un logiciel freeware (libre de droits) fonctionnant sur le système d'exploitation Windows ©.

La communication postale de tout support d'informations est proscrite.

Tous les documents destinés à être détruits doivent être broyés au préalable.

Article 16 : Exclusivité – conflits d'intérêts

Le titulaire de l'accord-cadre et, le cas échéant, les sociétés cotraitantes du groupement titulaire, ainsi que les éventuels sous-traitants, s'engagent, sous peine de résiliation à leurs torts, à signaler au pouvoir adjudicateur, pendant la durée d'exécution de l'accord-cadre, toute situation ou tout événement susceptible de faire naître un conflit d'intérêt entre l'exécution des missions faisant l'objet du présent accord-cadre, et leur structure capitalistique, leurs liens avec d'autres entreprises et/ou leur politique commerciale.

Le titulaire devra alors soumettre à l'approbation du pouvoir adjudicateur les dispositions qu'il se propose de mettre en œuvre pour faire disparaître ce conflit d'intérêt.

Est ici entendu comme conflit d'intérêt toute situation dans laquelle le titulaire, ses cotraitants et les sous-traitants seraient amenés à porter un jugement ou à participer à une prise de décision, dont eux-mêmes pourraient tirer un bénéfice direct ou indirect dans le cadre de leurs activités. Cela recouvre notamment les cas suivants :

- Evaluation d'un projet dans lequel le titulaire, ses cotraitants ou les sous-traitants ont des intérêts,
- Evaluation d'un projet concurrent d'un projet dans lequel le titulaire, ses cotraitants ou les sous-traitants ont des intérêts,
- Décision qui pourrait avantager un projet dans lequel le titulaire, ses cotraitants ou les sous-traitants ont des intérêts,
- Décision qui pourrait désavantager un projet dans lequel le titulaire, ses cotraitants ou les sous-traitants ont des intérêts.

En particulier, le titulaire devra signaler au pouvoir adjudicateur tout accord commercial que le titulaire, ses cotraitants ou les sous-traitants, détient ou envisage auprès des sociétés candidates à la consultation pour l'attribution du marché de travaux.

Article 17 : Dispositions relatives au travail dissimulé et aux travailleurs détachés

17.1. Dispositions relatives au travail dissimulé

Le titulaire de l'accord-cadre est tenu de remettre au maître d'ouvrage, tous les six mois et jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord-cadre les pièces prévues par les articles D 8222-5 du Code du travail s'il est établi en France, et D 8222-7 à D 8222-8 s'il est établi à l'étranger.

Le titulaire de l'accord-cadre est tenu de remettre également au maître d'ouvrage conformément à l'article D 8254-2 du Code du travail, tous les six mois et jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord-cadre, qu'il soit établi en France ou à l'étranger, la liste nominative des salariés étrangers employés par lui et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L 5221-2 du Code du travail. Cette liste précise pour chaque salarié :

la liste nominative des salariés étrangers employés par lui et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L 5221-2 du Code du travail. Cette liste précise pour chaque salarié :

- Sa date d'embauche,
- Sa nationalité,
- Le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

Afin de remplir cette obligation, l'APIJ a souscrit à une plateforme en ligne (E-attestations), afin de simplifier et sécuriser la collecte des attestations officielles de ses opérateurs économiques.

Cette plateforme permet aux opérateurs économiques de déposer régulièrement leurs attestations en toute sécurité ; le recours à cette plateforme est gratuit pour les opérateurs économiques.

Un système de relance mail rappelle le besoin de mise à jour des documents en temps voulu, et permet ainsi d'être en parfaite légalité.

Cette obligation s'étend à ses co-traitants et à ses sous-traitants.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition.

17.2. Dispositions relatives aux travailleurs détachés

Si le titulaire de l'accord-cadre est établi hors de France et détache un ou plusieurs salariés, il doit remettre à l'acheteur, avant chaque début de détachement une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité territoriale de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation du travail et de l'emploi, conformément aux dispositions des articles R 1263-3-1, R 1263-4-1 et R 1263-6-1 du Code du travail, ainsi qu'une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R 1263-2-2 du Code du travail.

Article 18 : Litiges

En cas de litiges entre les parties au contrat, le tribunal compétent est le Tribunal administratif de Melun.

Article 19 : Dérogations aux documents généraux

Par dérogation à l'article 1 du CCAG-PI, il n'est pas prévu d'article récapitulant les dérogations du présent document au CCAG auquel il se réfère.